



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-quatre**,  
**Le treize décembre**,  
 le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)  
 dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,  
 en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire**.  
Date de convocation du Conseil Municipal : 06 décembre 2024.



### Nombre de Conseillers :

en exercice : 27

Présents ou

Représentés : 22

Absents : 05

Votants : 22



### Objet :

### ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION PREVOYANCE DU CDG83 ET PARTICIPATION EMPLOYEUR MENSUELLE AU FINANCEMENT DES GARANTIES AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2025

**Présents :** MM. Jérémy GIULIANO - Colette ALEXANDRE - Christian BENTOUMI - Anastasia BRENGUIER - Jeanne CAVALLARO - Gisèle CONFORTI-PERNEY - Jean CULINATI - Géraldine DUDON - Anaïs DUFEUX - Max FABRE - Marie-Sylvie GROVER - Julien LASSAUQUE - Christian LEFEVRE - Michel MAUREL - Luc PERNEY - Corinne RINAUDO - Josiane VILAIN.

**Représentés :** MM. Alain ALBERTI représenté par Michel MAUREL - Sophie ARGOUARC'H représentée par Julien LASSAUQUE - Franck JAMAIN représenté par Jean CULINATI - Colette LAIRE représentée par Max FABRE - Georges AYMOUNIN représenté par Josiane VILAIN.

**Absents :** MM. Laurence BERLEMONT - Steve COURDOUAN - Patrick FALANTIN - Norbert GIRAUD - Olivier BARALE.

Secrétaire de séance : M. Christian LEFEVRE



Rapporteur : M. Jérémy GIULIANO

Les garanties de protection sociale complémentaire, communément appelées « prévoyance », sont destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la réforme de la protection sociale complémentaire rend obligatoire :

- La participation financière mensuelle des employeurs publics,
- Des garanties minimales en matière d'incapacité et d'invalidité,

Aux termes de l'article L.827-7 du Code Général de la Fonction Publique, les centres de gestion concluent une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent. Par conséquent, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a lancé en 2024 une consultation publique afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance.

A l'issue de cette procédure de consultation, le Centre Départemental de Gestion du Var a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de Territoria Mutuelle pour une durée de six ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les collectivités territoriales et établissements publics du ressort du Centre de Gestion du Var peuvent donc désormais adhérer à la convention de participation par délibération de leur assemblée délibérante, après consultation du Comité Social Territorial.

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer à titre individuel au contrat groupe « prévoyance ».

Peuvent adhérer au contrat groupe, les agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé rémunérés dans l'effectif de la collectivité.

Le paiement des cotisations est effectué par la collectivité par précompte mensuel auprès des assurés. Dans ce cas, la collectivité est seul responsable du paiement à l'assureur de la totalité des cotisations prélevées sur les feuilles de paie des assurés.

La périodicité des paiements de la cotisation est mensuelle.

Le défaut de paiement des cotisations est régi par la réglementation sur les assurances.

Conformément au décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, l'employeur est tenu de verser une participation financière minimale de 7 Euros par mois et par agent, quelle que soit leur quotité de travail, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Cette participation financière sera versée aux bénéficiaires ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « prévoyance ». Cette participation sera versée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**VU** code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique et notamment ses articles L 827-1 et suivants,

**VU** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

**VU** le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

**VU** l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,

**VU** la délibération du Conseil Municipal 2024/065 du 28 juin 2024 donnant mandat au Centre de Gestion du Var,

VU la délibération 2024/34 du 4 juillet 2024 du Centre de Gestion du Var, autorisant le Président à lancer un appel public à concurrence pour son propre compte et celui des structures de son périmètre qui lui auront donné mandat, afin de sélectionner un organisme d'assurance pour la conclusion d'une convention de participation à adhésion facultative pour le risque prévoyance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,

VU l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion du Var du 19 Septembre 2024, retenant l'offre présentée par Territoria Mutuelle au titre de la convention de participation,

VU la délibération 2024-48 du 3 octobre 2024 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Var, retenant l'offre présentée par Territoria Mutuelle au titre de la convention de participation,

VU la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion du Var et Territoria Mutuelle,

VU l'avis du comité social territorial en date du 14 novembre 2024 sur l'adhésion à la convention de participation Prévoyance du Centre de Gestion du Var et à la participation mensuelle au financement des garanties, au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir entendu l'exposé,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

#### DECIDE :

- **D'ADHERER** à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion du Var et portée par Territoria Mutuelle, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, pour une durée de 6 ans.
- **D'APPROUVER** la convention d'adhésion à intervenir entre la collectivité et le Centre de Gestion du Var.
- **D'INSTITUER** une participation financière à hauteur de 7 euros bruts mensuels, par agent, pour le risque « Prévoyance », à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.
- **DE DIRE** que cette participation financière sera accordée aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation.
- **DE PRECISER** que la participation employeur est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.



- **DE PREVOIR** l'inscription au budget de l'exercice correspondant les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment tout document rendu nécessaire, avec le Centre de Gestion du Var et Territoria Mutuelle.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance,  
**Christian LEFEVRE**



Le Maire,  
**Jérémy GIULIANO**

